

Court File Number

.....
(Name of court)
at
Court office address

**Form 34N: Application to
Change or Terminate
Openness Order**

Applicant(s)

Full legal name & address for service — street & number, municipality, postal code, telephone & fax numbers and e-mail address (if any).

Lawyer's name & address — street & number, municipality, postal code, telephone & fax numbers and e-mail address (if any).

Respondent(s)

Full legal name & address for service — street & number, municipality, postal code, telephone & fax numbers and e-mail address (if any).

Lawyer's name & address — street & number, municipality, postal code, telephone & fax numbers and e-mail address (if any).

Children's Lawyer

Name & address of Children's Lawyer's agent for service (street & number, municipality, postal code, telephone & fax numbers and e-mail address (if any)) and name of person represented.

TO THE RESPONDENT(S):

A COURT CASE HAS BEEN STARTED AGAINST YOU IN THIS COURT. THE DETAILS ARE SET OUT ON THE ATTACHED PAGES.

THE FIRST COURT DATE IS (date) **AT** a.m. p.m.
or as soon as possible after that time, at: (address)

If you have also been served with a notice of motion, there may be an earlier court date, and you or your lawyer should come to court for the motion.

IF YOU WANT TO OPPOSE ANY CLAIM IN THIS CASE, you or your lawyer must prepare an Answer (*Child and Family Services Act* Cases other than Child Protection and Status Review) (Form 33B.2 – a blank copy should be attached), serve a copy on the children's aid society and all other parties and file a copy in the court office with an Affidavit of Service (Form 6B).

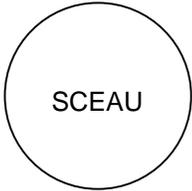
YOU HAVE ONLY 30 DAYS AFTER THIS APPLICATION IS SERVED ON YOU (60 DAYS IF THIS APPLICATION IS SERVED ON YOU OUTSIDE CANADA OR THE UNITED STATES) TO SERVE AND FILE AN ANSWER. IF YOU DO NOT, THE CASE WILL GO AHEAD WITHOUT YOU AND THE COURT MAY MAKE AN ORDER AND ENFORCE IT AGAINST YOU.

You should consider getting legal advice about this case right away. If you cannot afford a lawyer, you may be able to get help from your local legal aid office. (*See your telephone directory under LEGAL AID.*)

.....
Date of issue

.....
Clerk of the court

Numéro de dossier du greffe



.....
 (Nom du tribunal)
 situé(e) au
 Adresse du greffe

Formule 34N : Requête en modification ou révocation d'une ordonnance de communication

Requérant(e)(s)

Nom et prénom officiels et adresse aux fins de signification — numéro et rue, municipalité, code postal, numéros de téléphone et de télécopieur et adresse électronique (le cas échéant).

Nom et adresse de l'avocat(e) — numéro et rue, municipalité, code postal, numéros de téléphone et de télécopieur et adresse électronique (le cas échéant).

Intimé(e)(s)

Nom et prénom officiels et adresse aux fins de signification — numéro et rue, municipalité, code postal, numéros de téléphone et de télécopieur et adresse électronique (le cas échéant).

Nom et adresse de l'avocat(e) — numéro et rue, municipalité, code postal, numéros de téléphone et de télécopieur et adresse électronique (le cas échéant).

Avocat des enfants

Nom et adresse aux fins de signification de la personne qui représente l'avocat(e) des enfants (numéro et rue, municipalité, code postal, numéros de téléphone et de télécopieur et adresse électronique (le cas échéant)) et nom de la personne représentée.

À L'AUX INTIMÉ(E)(S) :

UNE CAUSE A ÉTÉ INTRODUITE CONTRE VOUS DEVANT CE TRIBUNAL. LES PRÉCISIONS À CE SUJET FIGURENT SUR LES PAGES CI-JOINTES.

LA PREMIÈRE DATE D'AUDIENCE EST FIXÉE AU (date) **À** (heure)
 ou dès que possible par la suite au : (adresse)

Si un avis de motion vous a également été signifié, une date d'audience antérieure peut être fixée et vous ou votre avocat devriez vous présenter au tribunal pour l'audition de la motion.

SI VOUS DÉSIREZ VOUS OPPOSER À UNE DEMANDE DANS CETTE CAUSE, vous ou votre avocat devez préparer une formule intitulée Défense (causes visées par la *Loi sur les services à l'enfance et à la famille* autres que la protection d'un enfant et la révision de statut) (formule 33B.2 – un exemplaire devrait être joint), en signifier une copie à la société d'aide à l'enfance et à toutes les autres parties et en déposer une copie au greffe, accompagnée d'un Affidavit de signification (formule 6B).

VOUS NE DISPOSEZ QUE DE 30 JOURS APRÈS QUE LA PRÉSENTE REQUÊTE VOUS EST SIGNIFIÉE (60 JOURS SI ELLE VOUS EST SIGNIFIÉE À L'EXTÉRIEUR DU CANADA OU DES ÉTATS-UNIS) POUR SIGNIFIER ET DÉPOSER UNE DÉFENSE. SI VOUS NE LE FAITES PAS, LA CAUSE SE POURSUIVRA SANS VOUS ET LE TRIBUNAL PEUT RENDRE UNE ORDONNANCE ET L'EXÉCUTER CONTRE VOUS.

Vous devriez songer à obtenir des conseils juridiques au sujet de cette cause immédiatement. Si vous n'avez pas les moyens de payer un avocat, le bureau d'aide juridique de votre localité pourra peut-être vous aider. (*Consultez l'annuaire téléphonique sous la rubrique AIDE JURIDIQUE*).

.....
 Date de délivrance Greffier du tribunal

L'ENFANT

Nom et prénom officiels de l'enfant	Date de naissance	Âge	Sexe	Date de l'ordonnance de tutelle par la Couronne : <i>(dans le cas d'une requête présentée avant l'adoption en vertu de l'art. 145.2 de la Loi sur les services à l'enfance et à la famille)</i>	Date de l'ordonnance d'adoption : <i>(dans le cas d'une requête présentée après l'adoption en vertu de l'art. 153 de la Loi sur les services à l'enfance et à la famille)</i>

Détail de l'ordonnance de communication à modifier ou révoquer :

Nom du juge	Date de l'ordonnance	Détail de l'ordonnance de communication

1. Le/la requérant(e) demande une ordonnance : *(le cas échéant)*

accordant l'autorisation prévue au paragraphe 153.1 (2) de la *Loi sur les services à l'enfance et à la famille* à *(nom de la personne qui cherche le contact)*

..... de présenter une requête en vue de faire modifier l'ordonnance du/de la Juge *(nom du juge)* , datée du *(date de l'ordonnance)* pour les motifs suivants :

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

2. Le/la requérant(e) demande une ordonnance pour que :

a) l'ordonnance rendue par le/la Juge *(nom du juge)* le *(date de l'ordonnance)* soit modifiée de la façon suivante :

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

OU

b) l'ordonnance rendue par le/la Juge *(nom du juge)* le *(date de l'ordonnance)* soit révoquée.

